Chapitre 12

Provence-Alpes-Côte-d'Azur

Superficie (km²) : 31 400	PIB 2015 (milliards €) : 149,9
Densité (hab./km²) : 159	PIB/emploi (€) : 75 190
Population 2015 : 4 989 435	Taux de chômage 1er trim. 2016 (%) : 8,8
Population 1990 : 4 257 244	Capitale régionale : Marseille
Évolution de la pop. 1990-2015 (%) : + 17	Région inchangée

Couvrant 31 400 km², soit l'équivalent de la taille de la Belgique, la Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur (PACA) est d'importance moyenne (5 millions d'habitants, 7,5 % de la population) et appartient à l'arc dynamique de la France autonome échappant à l'attractivité directe de Paris. Longtemps emblématique du « Sud » (plages, soleil, farniente et faconde à la Pagnol), elle est aujourd'hui dépassée par le dynamisme toulousain ou aquitain du fait d'un certain nombre de freins ou de blocages structurels (crise métropolitaine, hypertrophie du tourisme, saturation et cherté du littoral, difficulté des élites à promouvoir un modèle de développement plus équilibré et inclusif…).

Ayant longtemps vécu sur une logique rentière, largement fondé sur l'héliotropisme et l'hydrotriposme, en captant sans trop se poser de question transferts financiers, flux touristiques et apports migratoires, la région PACA est aujourd'hui confrontée à un enjeu stratégique d'avenir : initier un nouveau modèle de croissance plus juste, équilibré, solidaire et durable.

Une région méridionale aux forts contrastes

La difficile identité régionale d'un système polynucléaire

Dénommée Provence-Côte d'Azur-Corse jusqu'en 1975, la Région prend son nom actuel de Provence-Alpes-Côte-d'Azur (PACA) en 1976 à la suite du détachement de la Corse élevée au rang de Région. Cette dénomination de PACA reflète son organisation ternaire qui juxtapose, plus qu'elle n'associe, trois espaces bien différenciés : la Provence à l'ouest et au centre, les Alpes au

nord et nord-est et enfin la Côte d'Azur au sud-est. Ceux-ci sont eux-mêmes issus de quatre ensembles historiques intégrés plus ou moins tardivement dans le Royaume de France : le Dauphiné (1349), la Provence (1482), le Comtat Venaissin, ancienne possession de la papauté rattachée à la Révolution (1791), et le Comté de Nice, ancien territoire italien rattaché en 1860 en échange de l'aide apportée par le IInd Empire à l'unité italienne. Ces identités sont si fortes que la tentative en juin 2009 de promouvoir un nouveau et unique nom couvrant l'ensemble est un échec. En 2016, c'est ce même acronyme qui est maintenu tel quel lors de la réforme territoriale.

Longtemps contrôlée par le PS et la gauche, la Région est passée à droite aux élections régionales de 2015. Elle est présidée par Christian Estrosi, président de la métropole Nice-Côte d'Azur, ancien député et ancien ministre, qui ne doit cependant son élection à 55 % des voix au 2e tour qu'au report des voix de gauche face à la candidature de Marion Maréchal Le Pen, députée du Vaucluse, qui a fait de PACA l'une des principales terres d'ancrage du Front national.

Une région entre mer et montagnes, Rhône et Alpes

À cheval sur les espaces alpin, méditerranéen et rhodanien aux milieux et reliefs très contrastés, l'organisation régionale est structurée par un net gradient nord/sud – altitudinal, démographique et socio-économique – qui oppose deux ensembles bien différenciés.

Les montagnes et hautes terres occupent plus de 70 % de la superficie mais sont vides. On trouve en périphérie nord et nord-est une succession de hauts massifs : le Mercantour (Cime du Gélas, 3 143 m), l'Escreins (3 385 m), le Queyras (3 320 m), avec Saint-Véran, le plus haut village de France (2 042 m), et, surtout bien sûr, les Écrins qui culminent à 4 102 mètres à la Barre des Écrins. Le département des Hautes-Alpes présente ainsi la moyenne altitudinale la plus élevée de France et Briançon (1 326 m) est l'une des villes les plus hautes d'Europe. Ces hauts massifs sont enveloppés en Haute Provence par des massifs moins élevés des Préalpes comme le Dévoluy (Pic de Bure, 2 700 m), le Bochaine (Montagne de Céüse, 2 016 m) ou le Parpaillon (Grand Bérard, 3 046 m). Sans disposer des atouts des Alpes du Nord, ces ensembles sont orientés à la fois vers une agriculture de haute montagne valorisant les alpages (élevage bovins et ovins, lait, fromages) et sur le tourisme estival (alpinisme, randonnées) ou hivernal. Mais contrairement aux stations d'altitude (Montgenèvre, Serre-Chevalier, Isola 2000,), les petites stations de ski de moyenne montagne sont de plus en plus fragilisées par l'irrégularité de l'enneigement et le réchauffement climatique. Enfin, la Basse Provence est une vaste périphérie de moyennes ou basses montagnes plus ou moins plissées juxtaposant chaînons et hauts plateaux (Luberon, Monts du Vaucluse,

Ventoux à 1 911 m, montagne de Lure, Préalpes de Digne, de Castellane ou de Nice). Le plateau d'Albion accueille de 1971 et 1996 à Apt-Saint-Christol la seule base de missiles nucléaires balistiques terrestres de France alors que le camp militaire de Canjuers (Haut-Var), créé en 1950, est le plus grand champ de tir d'Europe occidentale (35 000 hectares, 2 500 militaires). Dans cet ensemble morcelé en une mosaïque de petites unités aux fortes identités, la vallée de la Durance constitue le seul grand axe de peuplement et logistique alors qu'à la confluence avec l'Ubaye se déploie un barrage qui créé la retenue de Serre-Ponçon, un des plus grands plans d'eau artificiels d'Europe (régulation des eaux, hydroélectricité, tourisme). Trois petits pôles urbains organisent ce vaste espace : Briançon, Gap et Digne les Bains.

Le littoral méditerranéen, d'un liseré de 900 km, est organisé par deux systèmes régionaux différents. Premièrement, au sud-ouest, le Rhône – premier fleuve de France (débit : 1 690 m³/s. à Beaucaire) – traverse les plaines du Vaucluse (Avignon et Comtat Venaissin) puis construit un immense delta en déposant ses alluvions. Dans cette zone amphibie de faible altitude, il se divise en Petit et Grand Rhône pour enserrer la Camargue (sel, élevage extensif de taureaux et chevaux, riz, tourisme). Puis, deuxièmement, au-delà de l'Étang de Berre et jusqu'à Nice commence un littoral plus accidenté et très découpé qui alterne hauts reliefs (chaîne de l'Estaque, Calanques, massifs de l'Esterel et des Maures...), îles (Hyères...), presqu'îles (Gien, etc.), golfes (Fréjus, Saint-Tropez), baies (Canne, Nice) et rades (Toulon). Si le climat méditerranéen – étés chauds (moyenne mensuelle de 23 °C) et secs et très fort ensoleillement (2 700 à 3 000 heures/an) – couvre les trois quarts de la région (limite Valence/Nice), la basse vallée du Rhône et l'ouest du Var sont soumis au mistral, un vent froid et puissant soufflant du nord vers le sud, car issu des hautes pressions froides du Massif central, environ 130 jours par an. À l'opposé, la Côte d'Azur – du fait à la fois de son orientation sud-ouest/nord-est et de son écrin montagnard – se trouve en position d'abri. Cette situation exceptionnelle y explique dès la seconde moitié du XIXe siècle le développement d'un tourisme aristocratique et élitiste balnéaire de contre-saison.

Du fait de sa structure, le territoire régional présente d'importants enjeux d'aménagement durable. Ces nombreux atouts naturels et paysagés sont valorisés par la création de parcs naturels. PACA compte ainsi quatre Parcs nationaux, deux alpins (Mercantour et Écrins) et deux littoraux (Calanques dans les Bouches-du-Rhône et Port-Cros dans le Var), et sept Parcs naturels régionaux (Camargue créée en 1970, Queyras, Lubéron, Verdon, Alpilles, Verdon, Baronnies et Préalpes d'Azur créé en 2012), plus deux parcs en projet (Ventoux, Sainte-Baume). Enfin, ces vingt dernières années, alors que 80 % des communes ont été au moins une fois classées au titre des catastrophes

du fait de leurs expositions aux aléas naturels (mouvements de terrains, avalanche, séisme, feu de forêt, inondation) ou aux risques technologiques (industries de l'Étang de Berre). Ces enjeux sont particulièrement importants dans la vallée du Rhône et sur le littoral, où la croissance démographique et urbaine pose d'importantes questions de prévention et de gestion des risques afin de réduire la vulnérabilité des sociétés et des économies régionales concernées.

Le département des Hautes-Alpes : les dynamiques d'une marge alpine

Couvrant 5 549 km² et peuplé de 140 000 habitants, le département des Hautes-Alpes est le symbole des dynamiques des marges alpines de PACA. Sa densité moyenne, déjà très faible (25 hab./km²), masque de profondes disparités : 80 % du territoire à une densité inférieure (hautes montagnes, pâturages et forêts) et regroupe seulement 25 % de la population et 5 % des actifs. Surtout, 56 % du territoire peut être assimilé à un désert du fait d'une densité inférieure à 10 hab./km². À l'opposé, 50 % de la population se concentre sur seulement 5 % du territoire dans les bassins de Gap, la préfecture, Briançon et Embrun.

Du fait du poids des services publics (28 % emplois), des retraités (31 % de la population et des revenus, France : 26 %) et du tourisme, les Hautes-Alpes sont typiques d'une économie de transferts. Les cinq premiers employeurs sont les hôpitaux de Gap, Briançon et Laragne, le Conseil général et la municipalité de Gap. À l'inverse, l'agriculture est d'une importance limitée (5 % des actifs, 15 % du territoire) du fait même des fortes contraintes ; et est organisée par deux filières : fruits/pommes/poires dans les basses vallées abritées, élevage ovin et bovin en montagne.

La sensible croissance démographique (+ 1,2 %/an) s'explique par une forte attraction migratoire, à 80 % originaire d'Île-de-France ou d'Aix-Marseille. Elle est alimentée à plus de 50 % par l'arrivée massive de nouveaux retraités, soit de retour au pays, soit cherchant des espaces plus calmes et moins chers. À l'opposé, les 15-24 ans partent pour faire leurs études à Grenoble ou Aix-Marseille. Cet apport dope le bâtiment, la sphère de la reproduction sociale (santé et services aux personnes âgées) et les emplois publics. Ce dynamisme est pour l'essentiel polarisé par Gap et son aire urbaine qui regroupent 45 % de la population et des emplois et captent 72 % de la croissance démographique alors que 36 % du territoire est en déclin démographique.

Si les zones rurales et isolées sont en difficultés, le tourisme a un impact important, par ses emplois et ses revenus, dans les espaces de valorisation estivale (parcs des Écrins et du Queyras, lac de Serre-Ponçon) ou hivernale (stations de ski de Serre-Chevalier, Vars, Risoul, etc.) alors que les résidences secondaires représentent la moitié du parc logement (PACA : 16 %).

Croissance démographique et polarisation du peuplement

En quinze ans, PACA est passé de 4,5 à 5 millions d'habitants (+ 9 %) et de 1,3 à 1,7 million d'emplois salariés (+ 29 %). Après avoir été l'une des régions métropolitaines les plus dynamiques durant la période 1990-2000, son rythme s'est sensiblement ralenti ces dernières années (+ 0,3/an) du fait en particulier de l'érosion de son attractivité migratoire. Si les Bouches-du-Rhône restent de loin le premier pôle démographique, les Alpes-Maritimes sont en stagnation et rattrapées par la croissance spectaculaire du Var. Alors qu'un tiers du territoire régional est en déclin démographique, la géographie du peuplement et des activités économiques est profondément inégale et polarisée comme l'illustre le tableau 12.1. 30 % de la population et 35 % des actifs se regroupent sur moins de 2 % de la région et 75 % de la population et des actifs sur 18 % du territoire. À l'opposé, 82 % du territoire n'accueille que 25 % de la population, des naissances et des emplois.

Tableau 12.1 La concentration de la population et des activités économiques dans l'espace régional (% régional)

Superficie (%)	Pop. (%)	Densités (hab./km²)	Naissances (%)	Emplois (%)	Actifs agricoles (%)	Actifs industrie (%)	Actifs commerce/services (%)
1,7	30	2 778	35	34,5	3	21	30
7,3	50	1 072	56	56,5	12	40,2	51
18	75	649	80	75	34	69	76
82	*25*	*20*	*25*	*25*	*66*	*31*	*24*

Source : INSEE.

Quatre clés d'analyse sont à mobiliser pour comprendre les structures spatiales régionales. Premièrement, la zone littorale – que l'on peut définir en PACA comme une frange côtière de 25 km de large – couvre moins de 15 % de l'espace régional. Concentrant 75 % de la population, cette zone densément peuplée demeure très attractive. Elle connaît une pression multiforme – démographique, urbaine, industrielle, portuaire et touristique – qui débouche dans cet espace limité sur de fortes concurrences d'affectation fonctionnelle du fait en particulier des prix très élevés du foncier et de l'immobilier.

Certaines zones sont ainsi si saturées ou si chères qu'elles perdent parfois même des habitants au profit de leurs périphéries (Nice/Antibes, Saint-Tropez, Toulon-Hyères, Sanary-sur-Mer, Vitrolles, Aix-en-Provence). Deuxièmement, cette zone littorale s'intègre, en changeant d'échelle d'analyse, à un ensemble géographique plus vaste qui articule la frange côtière et son arrière-pays immédiat pour définir un vaste croissant méridional, courant

© Armand Colin – Toute reproduction non autorisée est un délit.

d'Avignon à Menton. Celui-ci couvre un tiers du territoire et rassemble 90 % de la population. Face à la saturation littorale, on assiste à un important processus de rééquilibrage vers le moyen pays intérieur, en particulier dans le moyen-Var et dans les Bouches-du-Rhône, où s'accélèrent la périurbanisation et la rurbanisation du fait d'un déversement de population et de fonctions économiques du littoral saturé vers l'intérieur proche. Troisièmement, l'espace de moyenne et de haute montagne demeure largement sous-peuplé et, parfois même, en voie de désertification. Quatrièmement enfin, quatre grandes villes et leurs aires urbaines accueillent 80 % de la population : Aix-Marseille, Nice, Toulon et Avignon.

Dans ces conditions, la région PACA, qui a longtemps vécu sur une logique rentière en captant sans trop se poser de question transferts financiers et apports migratoires, est aujourd'hui confrontée à de nombreux défis : assurer un accès à un logement décent à sa population en construisant (besoins évalués à 31 000 logements/an d'ici 2030) tout en évitant le mitage de l'espace, limitant l'extension urbaine, favorisant la mixité sociale et assurant la maîtrise des coûts fonciers.

Tableau 12.2 Évolution et profils démographiques départementaux (milliers et %)

	Pop. 1999 (milliers)	Pop. 2015 (milliers)	Pop. 2015 (%)	% annuel moyen 2008-2013	Solde naturel	Solde migratoire	Densité (hab./km²)	+ 60 ans (%)	% emplois 2015
Bouches-du-Rhône	1 835,7	2 007,6	40	0,77	0,41	0,36	392	24,9	44
Alpes-Maritimes	1 011,3	1 081,7	22	0,77	0,01	0,76	251	29,3	22
Var	898,4	1 041,6	21	1,22	0,08	1,14	172	31,1	18
Vaucluse	499,6	554,6	11	0,84	0,35	0,5	154	26,9	11
Alpes-de-Haute-Provence	139,6	162,9	3	1,38	– 0,02	1,39	23	31,3	3
Hautes-Alpes	121,4	140,7	3	1,1	0,18	0,92	25	29,2	3
PACA	4 506,1	4 989,4	100	0,9	0,23	0,67	157	27,7	100

Source : INSEE.

Les mutations du système productif régional

Une région riche, mais si inégale et fortement touchée par le chômage

Si PACA est globalement une région riche, cette richesse est socialement et géographiquement très inégalement répartie du fait d'énormes contrastes, entraînant parfois de très fortes tensions sociales. Le chômage y est sensiblement plus élevé (11,5 %) que la moyenne nationale (Arles : 14,5 % ; Marseille, Draguignan, Fréjus, Manosque : 13 %), en particulier chez les jeunes.

Si le taux de pauvreté régional atteint 17 %, il est particulièrement important dans les marges rurales ou montagnardes isolées et, surtout, en ville. Il est de 22,5 % dans les villes-centres et, loin des cartes postales habituelles, très sensible à Nice (19,5 %), Toulon (21 %), Avignon (29 %), Marseille (25 %) et dans des petites villes (Carpentras, Apt, Cavaillon, etc.). En particulier, les quartiers nord de Marseille, qui font souvent la Une de l'actualité (délinquance, crimes, trafics de drogue…), apparaissent comme les poches de pauvreté parmi les élevées de France (40 % de la population ; IIIe arrond. : 51,3 % de pauvres, 1er rang en métropole) du fait d'une ségrégation socio-urbaine d'une très grande ampleur. Cette situation explique que 20 % de la population régionale (France : 13 %) habite dans les 282 quartiers prioritaires définis par la politique de la ville. Ils sont situés pour l'essentiel dans les Bouches-du-Rhône (Marseille et Étang de Berre avec Port de Bouc, Miramas, Saint-Marin-de-Crau) et les Alpes-Maritimes (Nice, La Trinité, Carros, Cagnes-sur-Mer, Cannes, Vallauris, Grasse).

Une sphère productive dynamique

Avec 7 % du PIB national, PACA est une économie de taille moyenne mais dynamique puisqu'elle double son PIB en un quart de siècle grâce à une croissance et à un PIB par emploi supérieur à la moyenne nationale. Ce dynamisme se traduit par une hausse de + 22 % de l'emploi en quinze ans pour aboutir à 1,8 million de postes. Pour autant, celui-ci est géographiquement très polarisé : 4 zones d'emplois – Aix-Marseille (40 % des emplois), Nice (14 %), Toulon (13 %) et Cannes (9 %) – captent 77 % de la croissance et des emplois. Alors que l'agriculture régresse fortement et que l'industrie stagne, l'emploi est porté par les services publics (+ 20 %), le bâtiment (+ 21 %) et surtout les services marchands (+ 27 %). On doit en particulier signaler le rôle de la fonction militaire (PACA : 1er rang avec 17 % des effectifs des armées). Si dans les Alpes, la réorganisation des troupes de montagne profite à Gap contre Briançon, ces fonctions sont concentrées pour l'essentiel dans les Bouches-du-Rhône (Salon de Provence, Istres, Aubagne, Orange et Carpiane avec la Légion) et surtout

dans le Var (Toulon dans la navale, Draguignan et Canjuers dans l'artillerie, Hyères, Fréjus). PACA joue donc un rôle considérable dans le système géostratégique et militaire de la France.

L'agriculture (3 % PIB) est confrontée à quatre grands défis – surface agricole utile limitée (SAU : 25 % surface régionale), importance des zones défavorisées et sèches, pression urbaine et marchés, communautaires et mondiaux, de plus en plus concurrentiels – auxquels elle répond grâce à de fortes traditions d'innovation. Dès la fin du XIXe siècle, la région valorise son avantage climatique en bénéficiant du développement du chemin de fer PLM (Paris/Lyon/Méditerranée) qui accélère les mutations économiques et paysagères du Comtat Venaissin, avant que Châteaurenard ne deviennent aujourd'hui un des plus importants MIN (marché d'intérêt national) de France, ouvert en 1963. Dans les années 1950-1960, la très vieille tradition d'hydraulique agricole est remobilisée par les aménagements hydroélectriques Durance-Verdon et la création du Canal de Provence (1963) qui amène l'eau de la Durance et du Verdon vers la côte alors que plus de 100 000 hectares sont aujourd'hui irrigués, en particulier dans les Bouches-du-Rhône, le Vaucluse et la moyenne vallée de la Durance. Enfin, l'agriculture s'oriente de plus en plus sur quelques créneaux de qualité alors que les productions végétales représentent 92 % de la valeur ajoutée.

En valeur, la viticulture vient au premier rang. Vieil héritage grec puis gallo-romain, c'est un pôle dynamique grâce aux labels AOP de qualité (Côtes du Rhône : Châteauneuf du Pape, Gigondas, Vacqueras, etc. ; Lubéron et Ventoux, rouge et rosés de Provence : Coteaux d'Aix, Bandol, Cassis, etc.). Viennent ensuite les fruits (figue : 80 % prod. nat. ; raisin de table : 62 % ; poires : 46 % ; cerises : 40 % ; pêches : 30 % ; etc.), les légumes (concombres, salades, aubergine, etc.) et l'huile d'olive (60 %) alors que des activités ancestrales sont revigorées par de nouveaux marchés (*cf.* huile essentielle de lavande et lavandin sur les plateaux d'Albion et de Valensole, sauge aromatique et médicinale, etc.). On trouve enfin l'horticulture (fleurs coupées, etc.), liée parfois à la parfumerie (*cf.* Grasse), alors que les zones de moyenne et haute montagne s'orientent vers la polyculture et l'élevage bovin et ovin. Ces productions sont largement valorisées par l'agro-alimentaire (Carpentras, Apt, Arles, Orange, Châteaurenard, Gap et Manosque) alors que Marseille a une vieille tradition de transformations de produits importés, en particulier tropicaux (*cf.* savons de Marseille).

Les profondes mutations des fonctions productives

En trente ans, la sphère productive connaît de profondes mutations qualitatives et quantitatives aux forts impacts spatiaux. Malgré certaines crises sectorielles (*cf.* chantiers navals civils, raffinage pétrolier), on assiste globalement

© Armand Colin – Toute reproduction non autorisée est un délit.

au maintien des bases des industries lourdes fondées à partir des années 1970 sur Fos et l'Étang de Berre (pétrochimie, chimie, sidérurgie avec ArcelorMittal). Surtout, la filière aérospatiale – qui représente 25 000 salariés dans 190 firmes (donneurs d'ordres, PME sous-traitantes, bureaux d'études et services, etc.) – connaît un boom spectaculaire en étant tirée par deux grandes firmes, Airbus Hélicoptères à Marignane et les activités aérospatiales de Thales Space à Cannes. La filière composants électroniques est portée par STMicroélectronics (Aix/le Rousset). Cette forte dimension technique et technologique est renforcée par la présence du Commissariat à l'Énergie Atomique (CEA) qui dispose à Cadarache, site ouvert en 1959 à la confluence de la Durance et du Verdon, d'un des plus grands centres de recherche d'Europe (4 500 salariés, 1 625 ha). Ce potentiel exceptionnel explique en 2007 le choix de Cadarache pour implanter ITER, un programme international expérimental (Union européenne, Inde, Russie, Japon, Chine, États-Unis, etc.) chargé de tester d'ici une décennie, non pas la fusion comme actuellement, mais la fission nucléaire.

Ces mutations se traduisent par la forte croissante des fonctions abstraites de la production (gestion, recherche-innovation avec 8 % de la recherche-développement nationale) et des secteurs des services (*cf.* prestations intellectuelles...) mobilisant des emplois qualifiés. Le processus de métropolisation, qui traduit la concentration spatiale des activités stratégiques dans les grandes métropoles en haut de la hiérarchie urbaine, est particulièrement vigoureux comme l'indique la géographie des cadres des fonctions métropolitaines : alors que ces postes augmentent de + 76 % en quinze ans, seulement trois métropoles concentrent 86 % des postes : Aix-Marseille (49 %), Nice (28 %) et Toulon (9 %). La région compte ainsi 11 pôles de compétitivité, et cinq « pôles régionaux d'innovation » portés par la Région.

La dynamique régionale se heurte cependant à plusieurs défis majeurs. Si on assiste aussi au fort renforcement de la fonction logistique avec l'amélioration sensible des grands réseaux de transports (autoroutes, TGV), ceux-ci demeurent cependant souvent proches de la saturation, en particulier dans le sud de la région (*cf.* projet de 200 km de la Ligne Nouvelle ferroviaire Provence-Côte d'Azur de 8 milliards d'euros). La forte concurrence spatiale entre les activités, avec l'effet d'éviction hiérarchique du littoral vers l'intérieur des fonctions les plus banales, explique que l'Établissement Public foncier (EPF) régional tente de piloter une stratégie foncière cherchant à maintenir un équilibre fonctionnel et social entre les différentes composantes du système productif. Enfin, contrairement à d'autres régions, le système productif régional demeure organisé par une juxtaposition spatiale de cellules spécialisées trop peu intégrées entre elles, comme en témoigne le faible effet d'entraînement du technopôle de Sophia-Antipolis, qui malgré son succès, demeure une greffe largement exogène.

Sophia Antipolis : les dynamiques d'un espace productif dans la mondialisation

Fondée en 1969, Sophia Antipolis est à l'articulation entre initiatives nationales et locales. Le technopole est lancée par Pierre Laffite – un polytechnicien né à Saint-Paul-de-Vence, alors directeur de l'École des Mines de Paris puis sénateur des Alpes-Maritimes (1985-2008) – avec le soutien du maire d'Antibes sur le modèle de la Silicon Valley californienne (high-tech, fertilisation croisée, incubateurs...). Occupant 2 400 hectares de garrigues et forêts sur le plateau de Valbonne dans l'arrière-pays niçois, il bénéficie de l'ouverture de l'autoroute en 1961, qui désenclave la zone, et de l'implantation de deux firmes étatsuniennes : IBM à La Gaude (1962) et Texas Instrument à Villeneuve Loubet. C'est donc au départ une greffe technopolitaine exogène implantée dans un espace relativement isolé qui dépend de choix stratégiques extérieurs, en particulier étrangers.

Ce territoire productif est un « écosystème » de 80 000 emplois hautement qualifiés, avec de nombreux cadres étrangers, spécialisés dans la recherche, l'innovation et les prestations intellectuelles. Ses 1 400 entreprises polarisent 19 % des emplois totaux, mais 59 % des chercheurs et 36 % des cadres des fonctions métropolitaines du département des Alpes-Maritimes. Labélisé « Pôle compétitivité de niveau mondial », il regroupe de nombreuses entreprises (information, télécommunications, santé et pharmacie, multimédias, énergies, eau, etc.) et d'importants laboratoires publics (CNRS, INRIA, INRA, INSERM, LEAT, Mines Paris Tech, etc.) et universités (5 000 étudiants) qui travaillent ensemble (incubateurs pour création de PME innovantes...). Branché sur des réseaux productifs internationaux, sa forte ouverture internationale et la présence de nombreuses firmes étrangères (22 % des emplois) constituent à la fois un atout et présente des fragilités puisqu'il est dépendant de choix stratégiques et d'arbitrages territoriaux d'échelle mondiale. On assiste ainsi aux départs de Texas Instrument, IBM et Intel (États-Unis) et Samsung (Corée du Sud) entre 2014 et 2016, à la reprise d'Alcatel Lucent Entreprise par le Chinois HuaXin alors que les nouvelles entreprises qui arrivent (Chinois Huawei, Allemand Bosch, Italien Magnetti Marelli) sont attirées par le nouveau crédit impôt-recherche national qui rembourse 50 % des coûts de recherche.

Ce succès se traduit par une forte croissance démographique et urbaine : avec 177 000 habitants (16 % de la population du département), la Communauté urbaine (CASA) est devenue un grand pôle d'emplois de l'aire urbaine de Nice, au prix cependant d'une forte concurrence dans l'usage des sols, d'un boom des prix immobiliers et de gros problème de transport. Enfin, ses effets d'entraînement sur le reste du tissu productif régional demeurent limités.

© Armand Colin – Toute reproduction non autorisée est un délit.

L'importance du tourisme dans l'économie et les territoires

PACA est, après la Corse, la région où l'impact du tourisme est le plus considérable dans l'économie régionale avec une spécialisation croissante dans l'accueil des retraités et des touristes, nationaux et internationaux.

Avec près de 31 millions de touristes par an, la région demeure la première destination touristique des Français, devant Rhône-Alpes et Languedoc-Roussillon, malgré la montée de la concurrence de la façade atlantique ces dernières décennies. Surtout, la clientèle étrangère, souvent plus aisée, y est particulièrement importante (la région occupe le deuxième rang après Paris) puisqu'elle représente 20 % des touristes et surtout 60 % des 4,5 millions de nuitées hôtelières.

PACA dispose en effet d'atouts reconnus. La notoriété internationale de la Côte d'Azur ou de la Provence, installée dès la fin du XIXe siècle, demeure incontestable et sert d'image de marque à l'ensemble de la région. La diversité de son cadre naturel, la qualité de son patrimoine historique (Avignon et le Palais des Papes, etc.), culturel (festivals d'Avignon ou d'Aix-en-Provence, carnaval de Nice, la montagne Sainte-Victoire et Cézanne, etc.) ou gastronomique offrent un éventail d'une grande diversité. L'importance (700 000 lits), la qualité et la diversité de son d'hébergement (hôtels, résidences de tourisme, campings, villages de vacance...) jouent aussi un rôle majeur. Enfin, elle est bien connectée aux grands réseaux français, européens et mondiaux (autoroutes, TGV Sud-Est, aéroports de Nice – n° 2 en France derrière Paris – et Marignane) et donc facile d'accès. En réalisant 14 milliards d'euros de dépenses par an, le secteur représente plus de 11 % du PIB régional (France : 7 % PIB national). Cependant, s'il est considérable, l'emploi touristique s'avère assez saisonnier (86 000 à 161 000 salariés ; Alpes du Sud : 7 000 emplois saisonniers) puisque 62 % des nuitées sont estivales, et est globalement peu ou faiblement qualifié, peu payé et assez précaire.

Géographiquement, le littoral et les grandes métropoles (83 % des emplois) captent l'essentiel de celui-ci, en particulier bien sûr les Alpes-Maritimes et la Côte d'Azur (40 % de l'emploi régional), de Fréjus-Saint-Raphaël à Antibes, Nice, Monaco et Menton. Cette spécialisation explique un fort boom immobilier spéculatif, la rareté des espaces fonciers disponibles et une hypertrophie des prix immobiliers qui se traduisent par un fort effet d'éviction des populations les moins aisées et des activités économiques banales, de Toulon à Nice. En montagne et dans l'arrière-pays (Gap, Briançon, Digne les Bains), son apport en tant qu'activité économique est souvent irremplaçable, comme en témoigne sa hausse sensible dans les Hautes-Alpes : il y représente 16 % des emplois, jusqu'à 30 % à Briançon.

© Armand Colin – Toute reproduction non autorisée est un délit.

L'économie maritime : un nouvel enjeu d'avenir ?

Du fait de l'importance de son liseré littoral, l'économie maritime (port, industrie, tourisme, pêche : représentant 10 % des emplois) constitue un nouvel enjeu d'avenir pour la région comme l'indique, par exemple, la « Stratégie régionale de la mer et du littoral » définie par la Région en 2012.

PACA dispose en premier lieu de secteurs phares, souvent historiques. Dans le transport maritime, le Grand Port Maritime de Marseille (GPMM) – qui s'étend sur Marseille et le complexe de Fos-sur-Mer – est le premier port français, devant le complexe Rouen/Le Havre, et le 5e port européen, en concurrence avec Barcelone et Gênes. Il génère 42 000 emplois, dont un tiers dans les professions et les services portuaires, 25 % dans la logistique et 40 % dans l'industrie. Marseille, Toulon et Nice entretiennent d'importantes liaisons maritimes vers la Corse et le Maghreb.

Dans les chantiers navals, si les grandes unités ont disparu sous les effets de la concurrence asiatique au début des années 1990 (Port de Bouc, La Ciotat, La Seyne-sur-Mer), les chantiers de Marseille se rénovent alors que de nouvelles niches se développent dans la grande plaisance (La Ciotat, La Seyne-sur-Mer).

Dans le domaine de la sécurité maritime et de la défense, Toulon est le premier port militaire français devant Brest et est donc au cœur de notre système de défense. Dans la pêche, la pisciculture marine et la mytiliculture, la question de la gestion de la ressource à l'échelle nationale et de l'ensemble de la Méditerranée occidentale, en théorie gérée par la Politique Commune des Pêches communautaire, est une question vitale face à la surpêche, tout comme la lutte contre la pollution des eaux. Dans le nautisme, les sports de mer et la croisière (1,5 million de passagers/an), la région dispose d'un potentiel considérable très largement valorisé : PACA, avec 135 ports de plaisance et 60 000 anneaux, est la première région de France dans la plaisance qui dynamise de nombreuses petites villes côtières. Mais, en second lieu, l'économie maritime voit émerger de nouvelles activités comme la croisière (Marseille), l'éolien offshore, les biotechnologies marines ou la déconstruction de navire.

Ces dernières décennies, les pôles de Marseille, Toulon et Nice ont cherché à renforcer leurs atouts tout en se diversifiant (Toulon : fret, passagers, croisière, plaisance, etc.) et en engageant d'importantes opérations de restructurations urbaines (Toulon et le projet Grande Rade avec ouverture de la ville sur la mer et requalification urbaine du centre-ville).

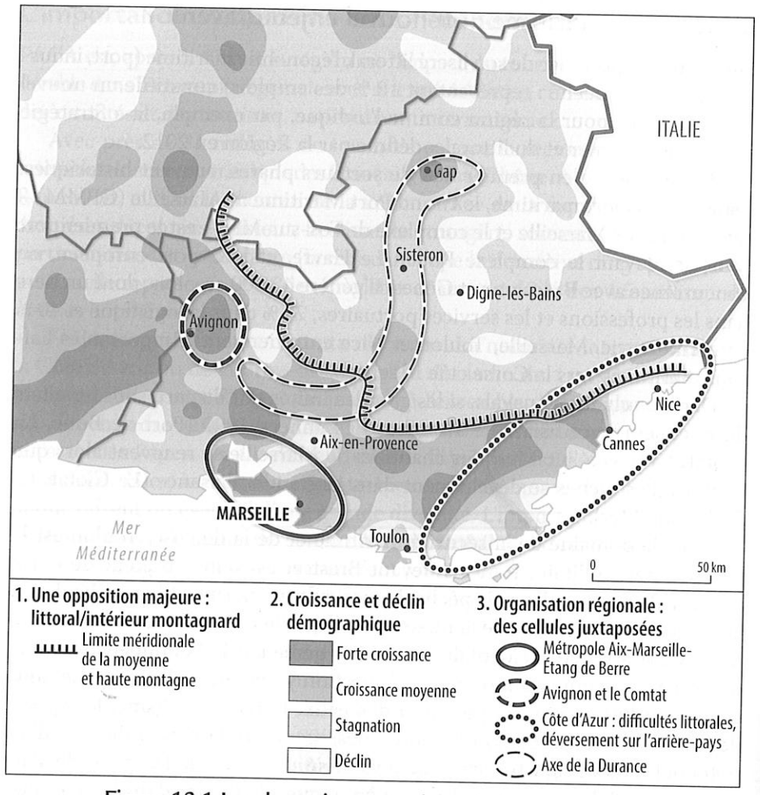

Figure 12.1 Les dynamiques spatiales de la région PACA

Le poids des quatre grandes aires urbaines régionales

En polarisant 80 % de la population et des d'emplois, dont 35 % dans les villes-centres et 45 % dans les banlieues, les quatre grandes aires urbaines d'Aix-Marseille, Nice, Toulon et Avignon sont au cœur de l'organisation territoriale de la région. Ces dernières décennies, on assiste à la forte extension spatiale des aires d'influences des métropoles à travers une forte montée des migrations alternantes entre le lieu de travail et d'habitat en lien avec la périurbanisation et la rurbanisation d'une partie croissante de la population. Une nette hiérarchie quantitative les organise : Marseille-Aix domine largement devant Nice, Toulon

et Avignon. Pour autant, le réseau urbain de PACA demeure peu structuré du fait de la difficulté de Marseille à émerger comme grande métropole régionale face aux connexions directes avec Paris de Nice, la Côte d'Azur fonctionnant comme un isolat autonome, et de Toulon, du fait de ses fonctions militaires d'envergure nationale.

Tableau 12.3 Les quatre grandes aires urbaines de PACA : quelques indicateurs

	Superficie (km²)	Pop. 2013 (milliers)	% évol. 2008-2013	Densité (hab./km²)	Emplois (milliers)	Cadres fonctions métropolitaines	Taux chômage (% 2013)
Aix-Marseille	3 173	1,734	+ 0,2	546,5	688,6	74 300	15,5
Nice	743,6	1,004	– 0,1	1 267,9	380,7	42 200	7,9
Toulon	1 196	611,9	+ 0,2	511,8	215,4	13 700	14,3
Avignon	2 083	518,9	+ 0,4	249	197,5	12 300	9,7

Source : INSEE.

Avignon : un espace pivot autonome et un carrefour rhodanien

Au nord-est de la région, l'aire urbaine d'Avignon, qui s'étend sur les Bouches-du-Rhône, le Gard et le Vaucluse, présente la particularité d'être organisée par un réseau de quatre villes moyennes : Avignon et Cavaillon au sud sur la Durance, et Carpentras et Orange au nord. Elles polarisent elles-mêmes des micro-bassins spécialisés mais fortement intégrés.

Bien desservie par les réseaux autoroutiers (A9 et A7) et ferroviaires (TGV) organisant la basse vallée du Rhône, elle fonctionne de manière largement autonome par rapport au reste de PACA en étant un espace pivot entre les systèmes rhônalpins au nord, languedocien au sud-ouest et provençal au sud-est. Elle est un pôle productif fortement spécialisé dans l'agriculture et l'agro-alimentaire tourné vers le marché national d'un côté, et un carrefour logistique de premier plan de l'autre (poids du transport, de la logistique et de l'entreposage, du commerce de gros) sur lequel se superpose une importante activité touristique et culturelle (Palais des Papes, festival, etc.). Sa croissance démographique et sa faible densité générale entraînent une forte pression urbaine consommatrice d'espaces agricoles de qualité (– 25 % en 30 ans) en périphérie alors que ses villes-centre tendent à se dépeupler et à concentrer les populations les plus fragiles et les moins qualifiées au détriment de la mixité sociale, d'où parfois de fortes tensions.

Aix-Marseille : une aire urbaine fragilisée par la ségrégation socio-spatiale

Alors que l'aire urbaine d'Aix-Marseille dispose d'atouts économiques et humains considérables, son développement demeure fragilisé par de profonds dysfonctionnements et une ségrégation socio-spatiale d'une ampleur considérable. Elle réunit deux villes aux histoires, aux traditions et aux structures très différentes et entretenant entre elles des rapports souvent conflictuels qui en paralysent la gouvernance. Marseille est une ville littorale industrieuse, commerçante et populaire tournée vers le grand large de la mer Méditerranée fondée en 600 av. J.-C. par des marins grecs ; Aix-en-Provence est une ville de l'intérieur, thermale et universitaire, de l'administration d'État (capitale des États de Provence) et de la rente foncière fondée en 122 av. J.-C. par les Romains. La création de la métropole Aix-Marseille-Provence en janvier 2016, regroupant 1,8 million d'habitants, soit 93 % de la population des Bouches-du-Rhône et 37 % de la population régionale, va-t-elle changer enfin la situation ? Globalement, l'aire métropolitaine se caractérise par sa faiblesse démographique, sa faible attractivité et des soldes migratoires négatifs. Face à Toulouse, Bordeaux, Nantes ou Rennes, Marseille-Aix témoigne de réelles carences en terme de qualifications et de niveaux d'encadrement.

Au-delà des fortes contraintes induites par les reliefs et le découpage littoral, l'aire urbaine demeure organisée par d'intenses stratégies d'évitement et des logiques de nettes spécialisations entre différents pôles productifs juxtaposés, mais au total peu intégrés : Vitrolles (logistique, commerce de gros), Marignane (aéronautique), Étang de Berre (pétrochimie), ports de Fos et Lavéra (chimie et sidérurgie avec Mittal, Ineaos, Naphtachimie, etc.), Technopôle de l'Arbois à l'ouest d'Aix lancé au milieu des années 1990, etc.

Dans ce contexte, la profonde crise sociale, urbaine et politique que connaît Marseille constitue un enjeu déterminant (foncier, transport, logement, infrastructures…). La césure entre les « beaux quartiers » sud (VIIIe, IXe, XIIe et VIIe arrondissements ; 57 % des revenus totaux), et les quartiers nord (XVIe, XVe, XIIIe, XIVe, IIIe et IIe arrondissements, 17 % des revenus) est en tout point considérable. Ces derniers quartiers, populaires et émigrés, sont parmi les plus pauvres de France (Marseille : taux de pauvreté de 24 %, quartiers nord : + de 40 %) et cumulent chômage élevé et sous-qualification. Les grandes opérations urbaines lancées ces dernières années à travers l'Opération d'intérêt national (OIN) Euroméditerranée, très largement financée par l'État, métamorphose une partie du centre-ville au sud-ouest du Vieux Port (arrivée du tramway, Le Silo, nouvelle Tour CMA CGM, nouveau musée MuCem, Villa méditerranée, etc.). Mais elles se traduisent par une gentrification accélérée du centre au détriment des populations les plus fragiles, renforçant en retour les processus d'affrontement.

Ces blocages sociaux et économiques doivent enfin beaucoup depuis des décennies à la médiocrité du personnel politique local, à l'entrée en crise des vieux systèmes clientélistes locaux et départementaux et à une réelle et inquiétante porosité avec l'économie grise alimentée par de vastes trafics en tout genre.

Toulon : de la navale aux enjeux d'un véritable renouveau

Vieille ville portuaire, Toulon connaît sont envol grâce au développement de ses fonctions militaires, valorisant une rade exceptionnelle, lors du rattachement de la Provence à la France sous Charles VIII avant que Louis XIV ne la fasse fortifier par Vauban afin d'accueillir l'escadre de la Méditerranée. Par ses emprises urbaines, son rôle économique (Direction des Constructions Navales : 2 200 salariés…) et son influence sociale et culturelle, la Marine nationale y joue encore un rôle considérable.

Mais on assiste depuis une vingtaine d'années à un certain renouveau lié à d'importantes opérations de réaménagement urbain (nouveau tunnel ouvert en 2014 pour décongestionner le centre, « Grand projet rade de Toulon » de reconquête et revalorisation de la rade) et à un processus de diversification économique et industrielle (nouvelle technopole de la mer) largement innovantes (DCNS, CNIM, Thales, ECA, Ifremer, etc.). Institutionnellement et politiquement, la création de la métropole de Toulon-Provence-Méditerranée peut enfin permettre de doter l'agglomération et l'aire urbaine d'une unité de gestion qui lui a fait jusqu'ici tant défaut.

Nice : de la carte postale à la rente et au dualisme socio-spatial

Au-delà des cartes postales sur la Promenade des Anglais, le Vieux Port ou les grands palaces internationaux, la métropole de Nice est fragilisée par l'hypertrophie du tourisme dans son économie (4,5 millions de nuitées/an, 60 % étrangère) et un dualisme socio-spatial de grandes ampleurs. Elle perd de la population du fait d'un solde migratoire négatif et connaît un vieillissement accentué (29 % population de plus de 60 ans) du fait du transfert d'une partie de la population jeune et active d'un littoral saturé et cher vers les moyen et haut pays, alors que 15 % des logements sont des résidences secondaires. Ses fonctions métropolitaines (cadres, gestion de direction, prestations intellectuelles, enseignement supérieur, niveaux de qualification, etc.) et ses activités productives y sont étonnamment restreintes. Les élites locales y cultivent souvent un entre-soi convenu et satisfait, tout en jouant sur la fibre locale des réseaux de pouvoirs au prix cependant de blocages persistants.

© Armand Colin – Toute reproduction non autorisée est un délit.

Nice juxtapose sur un espace restreint des inégalités de revenus parmi les plus fortes de France et un dualisme socio-spatial très marqué : 21 % de la population est en situation de pauvreté et un tiers vit dans des quartiers classés en politique de la ville. Créée en janvier 2012, la métropole Nice-Métropole-Côte d'Azur (MNCA) rassemble 538 000 habitants, dont 45 % dans la ville même de Nice. Elle regroupe 49 communes couvrant un tiers du département des Alpes-Maritimes et trois milieux (littoral : 84 % pop., moyen pays : 13 %, haut pays : 3 %).